



## **COMMUNE DE LAPALISSE**

### **Aménagement de la Place de la République**

## **DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES**

MAIRIE DE LAPALISSE - B.P. 63 - 03120 LAPALISSE  
**Tél. : 04 70 99 00 86 - Télécopie : 04 70 99 34 73**  
**E-Mail : [lapalisse@ville-lapalisse.fr](mailto:lapalisse@ville-lapalisse.fr) - Web : <http://www.ville-lapalisse.fr>**

# **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES**

**Maître de l'ouvrage**

**COMMUNE DE LAPALISSE**

**Objet de la consultation**

**AMENAGEMENT DE LA PLACE DE LA REPUBLIQUE A LAPALISSE**

**Remise des offres**

**Date et heure limites de réception : le lundi 3 juin 2019 à 12 heures**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES

## SOMMAIRE

	<u>PAGES</u>
SOMMAIRE.....	3
ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l’attributaire.....	4
2-4. Compléments à apporter aux prescriptions techniques.....	4
2-5. Variantes.....	5
2-6. Durée du marché.....	5
2-7. Délai de validité des offres .....	5
2-8. Propriété intellectuelle .....	5
2-9. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défenses.....	5
2-10. Modification de détail au dossier.....	5
ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES.....	5
3-1. Documents fournis aux candidats.....	6
3-2. Composition de l’offre à remettre par les candidats .....	6
3-3. Documents à fournir par le candidat retenu.....	8
ARTICLE 4 – JUGEMENT, EXAMEN ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	8
4-1. Sélection des candidatures.....	8
4-2. Jugement et classement des offres.....	9
ARTICLE 5 – NEGOCIATION .....	10
ARTICLE 6 – CONDITIONS DE TRANSMISSION DE L’OFFRE.....	10
ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11
ARTICLE 8 – PROCEDURE DE RECOURS.....	11

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES

## **ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation concerne l'opération suivante :

### **Aménagement de la Place de la République à Lapalisse**

Il s'agit de réaliser des travaux d'aménagement de voirie.

Cette prestation de travaux fera l'objet d'un marché en procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R 2123-1 du code de la commande publique.

L'ordre de service sera notifié fin juin 2019, avec une période de préparation du chantier de deux mois, **afin de prendre en compte les délais d'approvisionnement des matériaux et matériels**. Les travaux d'aménagement de la place devront démarrer le lundi 2 septembre 2019, pour une durée maximale de trois mois, **le chantier devant être terminé impérativement avant le 15 décembre 2019.**

## **ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La consultation est lancée selon une procédure adaptée, en application de de l'article R 2123-1 du code de la commande publique

### **2-2.Décomposition en tranches et en lots**

S'agissant de travaux de voirie, la consultation comprend 1 lot unique car l'ensemble des prestations doit être exécuté par la même entreprise, pour de raisons techniques et afin d'assurer une réalisation optimale du chantier.

### **2-3.Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu en marché **UNIQUE**:

- soit avec un entrepreneur unique,
- soit avec des entrepreneurs groupés conjoints ou solidaires.

### **2-4.Compléments à apporter aux prescriptions techniques**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au détail figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

## **2-5.Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base et n'ont pas à apporter de compléments au descriptif du BPU.

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **2-6.Délai de réalisation**

Les travaux seront exécutés pendant une période maximale de **5 mois, dont 2 mois de préparation du chantier**, à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer.

Le délai de réalisation fixé par le candidat, et sur lequel il s'engage, est indiqué à l'article B5 de l'acte d'engagement.

A titre de justificatif de ce délai de réalisation des travaux, le planning d'exécution est joint au mémoire technique de l'entreprise.

## **2-7.Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-8.Propriété intellectuelle**

Sans objet.

## **2-9.Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-10. Modification de détail au dossier**

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être mises en ligne sur le profil acheteur au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES**

Le Dossier de Consultation des Entreprises est accessible sur le profil acheteur de la Commune de Lapalisse : [www.marches-publics.allier.fr](http://www.marches-publics.allier.fr) et sur le site internet de la commune : [www.ville-lapalisse.fr](http://www.ville-lapalisse.fr)

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat. La signature électronique est obligatoire.

Chaque candidat ne pourra transmettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

L'acheteur conclura le marché dans l'unité monétaire européenne : EURO (€).

### **3-1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- \* l'avis d'appel public à la concurrence ;
- \* le présent règlement de la consultation ;
- \* l'acte d'engagement ;
- \* le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- \* le détail quantitatif et estimatif des travaux (DQE) ;
- \* le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- \* le plan d'aménagement.

Ces documents sont accessibles par téléchargement sur le profil acheteur et sur le site internet de la commune de Lapalisse.

### **3-2.Composition de l'offre à remettre par les candidats**

**Le dossier contenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre doit obligatoirement être déposé sur le profil acheteur : [www.marches-publics.allier.fr](http://www.marches-publics.allier.fr).**

Il comprendra les documents suivants en format PDF :

#### **Les pièces relatives à la candidature :**

1. **Une déclaration sur l'honneur pour** justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.
2. Les documents et renseignements suivants permettant de vérifier **l'aptitude à exercer l'activité professionnelle** du candidat :
  - un extrait K bis ou un document équivalent, datant de moins de trois mois.
3. Les documents et renseignements suivants permettant de vérifier **la capacité économique et financière** du candidat :
  - une déclaration concernant le chiffre d'affaires global de l'entreprise et le chiffre d'affaires concernant des travaux similaires à ceux qui font l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
  - une copie de l'attestation d'assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du code civil.

4. Les documents et renseignements suivants permettant de vérifier **les capacités techniques et professionnelles** du candidat :

- la liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestation de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent, le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

En cas de candidature émanant de groupement d'entreprises, l'acte d'engagement sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité. Les justificatifs énumérés ci-dessus seront fournis par chaque membre du groupement.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

**Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve demandés si ces documents ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation mise en œuvre par l'acheteur, et demeurent valables.**

**Les pièces relatives à l'offre :**

**Un projet de marché** comprenant :

- L'acte d'engagement : document joint à compléter, dater et signer par les(s) représentant(s) qualifié (s) du/des candidat(s),

Cet acte d'engagement est accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe, les documents suivants :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas dans le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics,
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Que les sous-traitant soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) : document joint à signer ;
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) : document joint à compléter sans modification des prestations et des quantités, il peut être accompagné de toute précision indispensable à l'analyse des offres ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) : document joint à compléter sans modification des prestations ;
- Un document explicatif intitulé « mémoire technique » comprenant les renseignements suivants :
  - Aspects moyens humains et matériels mis à disposition du chantier
  - Provenance des fournitures pour le chantier
  - Fonctionnement du chantier envisagé/méthodologie
  - Programme d'exécution / Planning détaillé à la semaine
  - Un schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets (SOSED)
  - Les actions prévues en matière d'insertion sociale.

### **3-3. Documents à fournir par le candidat retenu**

Conformément à l'article R 2144-3 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué au candidat potentiellement retenu que sous réserve que celui-ci produise **dans le délai de trois jours**, à compter de la date de la demande formulée par l'acheteur, les certificats et attestations suivants :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre 2018 ou l'imprimé NOTI2 (Etat annuel des certificats reçus) ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R 1263-12, D 8222-5 ou D 8222-7 ou D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail ;
- lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

**A défaut d'avoir produit ces documents dans le délai imparti, le candidat sera éliminé.** En application de l'article R 2144-7 du code de la commande publique, l'acheteur présentera alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

## **ARTICLE 4 –JUGEMENT EXAMEN ET CLASSEMENT DES OFFRES**

### **4-1.Sélection des candidatures**

Lors de l'examen des candidatures, et après avoir demandé, le cas échéant, aux entreprises concernées de compléter leur dossier dans un délai imparti, l'acheteur éliminera les candidats qui se trouvent dans un des cas d'exclusion de la commande publique ou ne présentent pas des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes.



#### **4-2.Jugement et classement des offres**

L'acheteur élimine les offres non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation ainsi que les offres irrégulières.

Il analyse les offres recevables et établit un classement par ordre décroissant en fonction de la délivrance d'une note sur 20 pondérée en fonction des deux critères suivants :

- le prix des prestations (60 %)
- la valeur technique de l'offre (40%).

La commission d'appel d'offres de la commune de Lapalisse donne son avis sur le classement des offres et le maire retient l'offre la mieux disante.

L'acheteur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

#### **Méthode de notation**

**Le prix sera noté selon la méthode suivante :**

L'offre la plus basse obtient le maximum de points (20 points)

Pour les autres offres, on retire 0,5 point par pourcentage d'écart par rapport au prix le plus bas.

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaire.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix prévaudront sur toute autre indication de l'offre, et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte. Si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à modifier son offre en conséquence, dans un délai imparti. En cas de refus, son offre sera éliminée car considérée comme irrégulière.

**La valeur technique sera notée en valorisant les éléments suivants :**

- les moyens humains affectés au chantier par un organigramme détaillé de l'entreprise indiquant nominativement les responsabilités respectives des personnels concernés par le chantier (sur 2 points).

- les moyens techniques et matériels affectés au chantier définis par une liste détaillée des équipements utilisés par tâches d'exécution concernées par le chantier (sur 2 points)

- la provenance des fournitures affectées au chantier définies par une liste détaillée des principaux fournisseurs retenus ainsi que des fiches techniques ou certificats d'agrément des principaux matériaux qui seront utilisés sur le chantier (sur 2 points)

- le fonctionnement du chantier qui doit être détaillé en prenant en compte les modalités de réalisation du chantier par phase de travaux, en mettant en évidence des étapes clés, comprenant la mise en œuvre, les essais, les contrôles, les moyens mis en œuvre pour préserver la sécurité des intervenants et des usagers (sur 4 points).

- le programme d'exécution sous la forme d'un planning détaillé de préparation du chantier et de réalisation des travaux par semaine calendaire, comprenant 5 jours ouvrables et prenant en compte les éventuelles interruptions de chantier (sur 6 points).

Le délai le plus court obtient la note maximale de 6 points.

Pour les autres délais, on retire 1 point par semaine d'écart par rapport au délai le plus court.

Le délai d'exécution non fixé entraîne la note de 0/6.

- le développement durable : les candidats devront joindre à leur offre un schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier (SOSED) et détailler les critères objectifs et concrets de développement durable intégrant des procédés respectueux de la protection de l'environnement (sur 2 points).

- l'insertion sociale : les entreprises devront indiquer les actions qui seront mises en œuvre en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté, lors de la réalisation de ce chantier. La mise en œuvre de ces engagements sera vérifiée lors du déroulement du chantier (sur 2 points).

La non production du mémoire technique entraîne la note de 0/20 pour la valeur technique de l'offre.

## **ARTICLE 5 – NEGOCIATION**

L'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation, notamment si les crédits budgétaires alloués à cette opération, après évaluation du besoin à satisfaire, ne permettent pas d'attribuer le marché au vu des offres reçues. La négociation pourra porter sur un ou plusieurs éléments de l'offre.

L'acheteur peut également décider d'attribuer le marché sur la base de l'offre initiale, sans négociation.

## **ARTICLE 6 – CONDITIONS DE TRANSMISSION DE L'OFFRE**

**L'offre doit être déposée obligatoirement sur le profil acheteur de la Commune de Lapalisse : [www.marches-publics.allier.fr](http://www.marches-publics.allier.fr)**

Le certificat électronique exigé est de niveau \*\* du RGS.

Elle devra être enregistrée sur cette plateforme de dématérialisation avant la date et l'heure indiquées page 2 du présent règlement.

Les plis dont le téléchargement par le candidat s'est achevé hors délai ne seront pas acceptés.

En complément du dépôt de son offre sur le profil acheteur, le candidat conserve la possibilité d'envoyer une copie de sauvegarde au format papier ou sur support électronique (CD-Rom ou clé USB). Ce document, placé sous enveloppe cachetée, doit comporter la mention « **NE PAS OUVRIR** » et être adressé, ou remis contre récépissé, avant la date limite de réception des offres, à l'adresse suivante :

**MAIRIE DE LAPALISSE**  
**Services Techniques**  
**Place du 14 juillet – BP 63**  
**03120 LAPALISSE**

#### **ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les demandes de renseignements complémentaires doivent être formulées via la messagerie du profil acheteur : [www.marches-publics.allier.fr](http://www.marches-publics.allier.fr)

Les candidats désirant se rendre sur le site d'exécution des travaux peuvent le faire librement.

#### **ARTICLE 8 – PROCEDURES DE RECOURS**

Le tribunal territorialement compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand  
6 Cours Sablon  
63000 CLERMONT FERRAND

A Lapalisse, le

Jacques de CHABANNES  
Maire de LAPALISSE